Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 95 (1986)
Heft: 9

Artikel: La dame de cœur
Autor: Wiedmer-Zingg, Lys
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-682315

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

VÉCU

Elle côtoie les déshérités de Suisse depuis plus de 35 ans

La dame de cœur

Nous sommes un Etat social. A première vue, il semble que tout le monde vit bien dans cette Suisse riche. Mais il y a l'envers de la médaille: des personnes qui doivent s'en sortir avec le minimum vital. Or dans notre pays, la pauvreté a quelque chose de suspect; c'est pourquoi il existe chez nous certainement davantage de pauvres honteux qu'ailleurs.

Par Lys Wiedmer-Zingg

La Croix-Rouge ne verse pas de rente et n'est pas un office des affaires sociales; mais elle est prête à venir en aide à une personne se trouvant dans une impasse financière.

Une vie au service des déhérités

Elsi Aellig dirige le Service des Affaires sociales de la Croix-Rouge suisse, qui englobe l'ergothérapie, les recherches (service de recherches et réunification des familles), les activités des assistants bénévoles Croix-Rouge, les autocars pour handicapés ainsi que les demandes d'aide individuelles provenant de Suisse et de l'étranger.

En 35 ans de travail auprès de la Croix-Rouge suisse, Elsi Aellig a assisté à toute une série de transformations survenues au sein de l'organisation, dans la société et dans sa propre existence. Elle raconte: «Au fil des ans, on m'a confié tellement de tâches différentes que c'est comme si j'avais exercé une demi-douzaine de professions.»

Elle cite comme exemple des parrainages pour les «Familles et personnes seules vivant en Suisse» et les parrainages SOS-Aide individuelle: «Autrefois, il n'était pas rare qu'un contact personnel s'établisse entre parrains et filleuls. On échangeait des cadeaux et de la correspondance. On avait fait connaissance et on se rendait visite. De nos jours, on préfère refuser toute aide plutôt que de sortir de l'anonymat.» Voilà le résultat du système de prévoyance sociale en vigueur en Suisse.

Les grandes opérations de parrainage telles que celles mises sur pied au début des années cinquante, avec notamment «Un lit pour chaque enfant suisse», ne sont plus d'actualité.

Par contre, nous recevons un nombre croissant de demandes d'aide financière en cas de difficultés insurmontables.

Elles sont le fait de personnes qui n'ont pas de caisse-maladie et qui tombent brusquement malades, ou d'autres qui voient leur minimum vital déjà modique considérablement menacé par la franchise. Il arrive aussi que nous payions durant quelques mois les primes des caisses-maladie pour une personne connaissant des difficultés financières. Toutefois, la Croix-Rouge ne verse aucune contribution d'entretien; c'est là l'affaire des offices de prévoyance sociale. En cas d'impasse due au chômage, à un accident, à une maladie grave, mais aussi à un incendie, nous apportons une aide substantielle en fournissant des lits et de la literie ou des vêtements à une famille ou à une personne seule.

Nous répondons aux appels à l'aide dans les plus brefs délais et sans formalités administratives excessives.

Grâce à la générosité d'un couple bernois (dont l'épouse est malheureusement décédée depuis), nous avons pu créer un fonds qui nous permet de prendre en considération des demandes spéciales. Nous avons participé par exemple au financement d'une machine à traire destinée à un paysan qui ne pouvait plus traire à la main, en raison d'une maladie de cœur. Grâce à la fourniture d'une pompe à eau, nous avons pu faciliter considérablement la vie d'une famille de paysans de montagne,qui devait descendre chaque jour chercher de l'eau au pied du rocher sur lequel se trouve sa ferme.

Nous prêtons également une oreille attentive aux étrangers qui connaissent des problèmes particulièrement délicats. L'assistante sociale d'un hôpital nous a ainsi fait part du cas de deux jeunes sœurs yougoslaves qui travaillent en Suisse comme ouvrières d'usine. Lorsque leur frère est tombé malade, elles sont allées le chercher en Yougoslavie et l'ont ramené en Suisse, où une opération urgente a pu être effectuée. Pendant des années, les deux sœurs ont prélevé de l'argent sur leur maigre salaire pour payer les dettes accumulées. Nous sommes alors intervenus pour leur apporter notre aide.»

Une aide dont l'utilité est évidente

La période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale représente pour Elsi Aellig une époque particulièrement belle et un exemple d'aide au vrai sens du terme. Elle organisait alors, au début des années cinquante, les transports d'enfants en provenance des pays détruits par la guerre et qui venaient passer quelques mois de vacances en Suisse. Elle discutait avec les CFF, s'occupait de trouver des accompagnants bénévoles: «J'étais chaque fois émue jusqu'aux larmes lorsque j'assistais à l'arrivée des enfants émaciés, au regard apeuré. Après trois mois de vacances, on les reconnaissait à peine: ils repartaient potelés, avec de bonnes joues roses et un sac à dos rempli de plaques de lard et autres merveilles pour leur famille.

Une mère habitant Francfort n'a véritablement pas reconnu son propre enfant, à son retour de Suisse.»

En 1960, une nouvelle tâche attendait Elsi Aellig. On lui confia la poursuite des opérations de secours mises en route après la guerre et la guerre civile dans la région de la Macédoine en Grèce. On distribuait des paquets contenant des couvertures de laine, des vêtements et des chaussures, et on fournissait une machine à coudre aux jeunes filles ayant suivi une formation de couturière. La Croix-Rouge a également ramené en Suisse de nombreux groupes d'enfants atteints de tuberculose, afin qu'ils suivent une cure. Par la suite, elle a construit sur place, en Grèce même, un établissement de prévention, dans un monastère. Davantage d'enfants ont ainsi pu y recouvrer la santé, sans que les frais augmentent pour autant. Mais ce n'était qu'une aide partielle, puisqu'il fallait ensuite les renvoyer dans les logements insalubres. C'est pourquoi on a

Elsi Aellig, au début des années 50, lorsqu'elle dirigeait le transport des enfants. Elle est aujourd'hui responsable du secteur social de la CRS.

intégré au programme d'aide l'assainissement des habitations. Des locaux humides et sentant le renfermé ont été transformée en pièces claires et accueillantes, grâce à la pose de fenêtres plus grandes, d'un plancher de bois et grâce à un nouveau crépi. Ça et là, on a ajouté à la vieille masure insalubre une nouvelle chambre pour les enfants; on a même subventionné de nouvelles constructions.

Elsi Aellig se souvient: «A cette époque, j'ai appris à m'imposer comme femme dans un monde dirigé par les hommes. Ma vie durant, j'en serai reconnaissante à la Croix-Rouge.»

A titre de post-formation, Elsi Aellig a suivi entre 1961 et 1964 les cours du soir de l'Ecole d'assistants sociaux, où elle a obtenu son diplôme.

Recherches dans l'intérêt des familles

Le terme froid de recherches (Service de recherches et de réunification des familles) cache un nombre impressionnant de destinées humaines dont s'occupe Elsi Aellig, du Service santé et affaires sociales de la CRS.

Les dossiers sont épais, de même que les classeurs dans lesquels sont rangés tous les cas.

Les collaboratrices de ce service procèdent comme des criminalistes. Le bureau de recherches commence à fonctionner lorsqu'un frère hongrois désire retrouver sa sœur partie autrefois pour la Suisse, le frère ou la sœur, le père le fils, la mère la fille, etc. Selon le cas, on se renseigne auprès de l'Office fédéral de la police ou des offices de contrôl des Habitants des communes, pour savoir s'ils possèdent des renseignements sur les disparus. Lorsqu'on réussit à repérer une personne recherchée, il s'agit avant tout d'entrer en contact avec elle. Car la CRS ne transmet aucune adresse sans l'accord de la personne concernée.

Une famille réunie, c'est plus qu'une récompense. Tout le service s'en réjouit, Elsi Aellig en tête.

La pauvreté se cache derrière la prospérité. Elle laisse aussi dans l'ombre ceux qui on fait vocation de la soulager. Elsi Aellig fait partie de ces personnes dont on parle peu. □

(suite de la p. 9)

Certains s'y résolvent; avec toute la dépendance que cela entraîne: une forme de mise sous tutelle. D'autres croient pouvoir s'en tirer par eux-mêmes, et tombent dans une marginalité voisine de la clochardise. Ils vivent d'expédients, espérant retrouver du travail, ou s'imaginant qu'ils peuvent «tenir le coup». Mais les années passent, leur situation, loin de s'améliorer, empire. Sur un curriculum un «trou» d'une année fait mauvais effet. Du point de vue psychologique, cette incertitude, cette insécurité de chaque instant produit des effets désastreux. «Une année sans travail équivaut presque inévitablement à des troubles psychiques», déclare M. Ruchon, directeur-adjoint de l'Hospice Général. «Plus longtemps on reste hors du système, plus il devient difficile de s'y remettre.»

Un voyage au bout de l'espoir

Au Care, un centre fondé par Caritas, on peut manger tous les jours un repas chaud. A quatre heures. Pourquoi au milieu de l'après-midi? «Si le repas était à midi, explique M. Jean Grob, directeur de Caritas, les habitués auraient de nouveau faim le soir. D'ailleurs, quand on vit au jour le jour, comme eux, on n'a pas les horaires de tout le monde.» Les habitués? Environ quatre-vingt personnes, toutes sans ressources. «Chaque année nous en avons dix de plus», estime M. Noël Constant, responsable du Care. «Des clochards plus ou moins volontaires. Certains, au départ, refusaient le béton, le métro-boulot-dodo; ils pensaient qu'ils pouvaient vivre en marge. Mais c'est dur. Certains ne possèdent que la veste qu'ils ont sur le dos et qu'ils ont reçue à Caritas ou au Centre social protestant. Ils n'ont rien, pas même de quoi se payer une douche à 2 francs à la gare. Mais surtout, ils souffrent terriblement de leur statut de paria. Lorsqu'ils s'aperçoivent à quel point ce mode de vie est pénible, il est trop tard pour se réintégrer, pour trouver un emploi et s'y astreindre. Après quelques échecs, l'espoir s'envole; on s'installe dans un régime de survie.»

Mangeant au Care, dormant à la belle étoile en été, le retour de l'hiver les angoisse, car où dormiront-ils? Dans le baraquement de l'Armée du Salut, chemin du Galiff? La nuitée y coûte 5 francs. Mais on n'a le droit d'y rester que trois nuits par mois. Une seule nuit, si l'on n'est pas Genevois. On peut se demander à quoi sert ce baraquement, d'ailleurs toujours vide. Quant à l'hôtel de l'Armée du Salut, à 25 francs la nuit, inutile d'y songer. Ceux qui ont de la chance trouvent un «squat», provisoirement. Les autres... Noël Constant essaie de leur trouver «quelque chose»; difficile, on s'en doute.

«Le plus inquiétant», ajoute ce dernier, «c'est que la moyenne d'âge des personnes dont je m'occupe baisse constamment. Actuellement, elle oscille entre trente et quarante ans.» Comment expliquer ce désenchantement chez les jeunes, ce refus de la vie en société? «Je crois que l'on développe trop, chez les jeunes, le besoin de motivation. Depuis l'enfance ils entendent dire qu'il faut ‹se réaliser›, ‹trouver sa voie›. C'est bien joli, mais moi je leur conseille de ne pas quitter un job avant d'en avoir trouvé un autre...»

Genève cache ses pauvres

Un homme étonnant, ce Noël Constant. Il a voué sa vie aux démunis, aux rejetés, qui le trouvent disponible 24 heures sur 24. Seul assistant social, à Genève, à travailler dans la rue, il explique simplement: «Ceux qui ont besoin de mon aide sont sur le pavé, c'est là qu'il faut aller les chercher.» Et il sait les trouver. Pourtant, on s'étonnera peut-être: «Des pauvres, dans la rue? Je n'en ai jamais vus...» C'est vrai qu'on a de la peine à y croire, et qu'on ne les remarque guère. Car la Suisse, Genève surtout, cache ses pauvres, ses marginaux. Habillés comme tout le monde, ils ne font pas tache; une tache qui risquerait de ternir l'image de marque de la ville internationale. Sans, d'ailleurs, que la question en soit réglée pour autant.

«Au contraire, estime l'assistant social, la marginalité pourrait être mieux gérée, si l'on faisait une place à tout ce qui dépasse de la norme. Laisser vivre ceux qui chantent dans la rue ou dans le tram, ceux qui dessinent à la craie sur les places, qui vendent des bricoles au bord des trottoirs... Mais non! Il faut des patentes pour tout, la police les refoule. Ou l'on rentre dans le ‹système›, ou bien... Drogue, alcoolisme, suicides, se chargent souvent des autres. Tout est question d'ordre et de désordre. Les voitures, elles, feraient plutôt désordre...» Reconnaissons-le, la Genève actuelle n'aime pas la marginalité, la faiblesse. «C'est vrai», reconnaît le conseiller administratif Guy-Olivier Segond, chargé des affaires sociales, «que la société est de plus en plus dure. Les gens se plaignent de tous ceux qui ne sont pas comme eux, ils souffrent d'un sentiment d'insécurité chronique, d'ailleurs bien injustifié. Le courrier que je reçois en fait foi. Dans les restaurants, on refuse les handicapés mentaux, même accompagnés; ils risquent soi-disant d'altérer l'ambiance...»

Certes, en plus de l'assistance publique, Genève fourmille d'associations alternatives (au moins 500) spécialisées: les unes s'occupent des handicapés, les autres des alcooliques, des femmes battues, etc. Une nouvelle formule consiste à procurer aux chômeurs de longue date de petits travaux à temps partiel, pour les réhabituer, les aider à se remettre sur les rails. Mais qui dit assistance doit craindre la dépendance. Dépendance

(suite p. 30)

UNE DÉFINITION DE LA PAUVRETÉ

Personnes pauvres: individus ou familles dont les ressources sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre dans lequel ils vivent.

A qui peuvent-ils s'adresser à Genève: Assistance publique (Hospice Général, Service social de la Ville), autres services polyvalents, privés: Caritas, Bucase (Bureau central d'aide sociale), Centre social protestant, Armée du Salut. Et des centaines d'associations alternatives (Le Raccard, La Bizaigue, Plate-Forme, Arcades, L'Orangerie, etc.). La Croix-Rouge genevoise ne s'occupe pas directement de pauvres, mais peut les «brancher» sur l'un des services sus-mentionnés.